



PLAN DE COMMUNICATION DE LA PLATEFORME NATIONALE MULTISECTORIELLE D'INFORMATION POUR LA NUTRITION

2020-2023

DRAFT 1



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
REMERCIEMENTS	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	5
INTRODUCTION	6
III OBJECTIFS	11
3.1. L’objectif général en matière de communication	11
V MESSAGES CLÉS	13
VI. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITÉ	18
6.1. Communication Interne.....	18
6.2. Visibilité et Communication externe	19
VII. LES CANAUX, LES OUTILS DE COMMUNICATION	20
VIII. CADRE DE MISE EN ŒUVRE.....	26
IX. CHRONOGRAMME, SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN DE COMMUNICATION (voir fichier Excel).....	26
□ Tableau : Synthèse des activités de suivi-évaluation (à titre indicatif)	26
X. SYNTHÈSE BUDGET (Fichier Excel)	Erreur ! Signet non défini.

REMERCIEMENTS

Le processus d'élaboration du plan de visibilité et de communication, traduit la parfaite collaboration entre le SE-CONNAPE et les différentes parties prenantes de la PNNIM. Aussi, le Gouvernement à travers le SE-CONNAPE voudrait-il sincèrement remercier l'ensemble des Experts nationaux et ceux des agences de coopération internationale qui ont hautement contribué à la réalisation de ce plan.

Ces remerciements vont tout particulièrement :

- au personnel du SE-CONNAPE ;
- au personnel de l'UGP PNMIN ;
- aux Directeurs en charge de la Planification, des Statistiques, des Études et de la Programmation (DcPSEP) des Ministères siégeant au Sous-Comité Technique du CNN, sont impliqués dans la production, le traitement et la diffusion de l'information statistique ;
- aux Experts sectoriels en communication des Ministères techniques pour leurs contributions très appréciées, notamment le Ministère du Plan, Le Ministère de la communication, du MSHP, le MINADER le MIRAH et la MENETFP ;
- aux Experts sectoriels en communication du PMNDPE, de HKI, de Nutrimedia, de l'INS
- aux ONG;
- à l'ensemble de nos Partenaires techniques et financiers (UNICEF, UE) pour leur grande mobilisation, leur participation pleine et active tout au long du processus consensuel d'élaboration du Plan de communication et de visibilité

Le SE CONNAPE a la ferme conviction que nous poursuivrons ensemble nos efforts dans la mise en œuvre de ce plan de visibilité et de communication.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En Côte d'Ivoire, la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information (PNMIN) pour la Nutrition a été mise en place pour faciliter le dialogue multisectoriel et multi-acteur sur la nutrition, appuyer l'utilisation des informations et données existantes afin de développer et ajuster les politiques et programmes à prévenir la malnutrition. Cette initiative vise à renforcer les capacités nationales pour collecter et analyser l'information et les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition. La PNMIN s'inscrit pleinement dans le Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020 et dans le plan d'Action Nutrition de l'Union Européenne concernant l'amélioration de la base de connaissances et des évidences, de l'information et de la redevabilité relatives à la nutrition. La PNMIN fait partie intégrante de l'Axe stratégique 7 du PNMN relatif à la mise en place d'un cadre favorable et au renforcement de la gouvernance en matière de nutrition et qui prévoit la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation multisectoriel centralisé et intégré. L'un des objectifs spécifiques de la PNMIN est de pouvoir communiquer et utiliser l'information pour orienter les décisions stratégiques en matière de politiques, de programmes et des investissements dans la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance afin d'atteindre les cibles à l'horizon 2025.

Aussi pour amener toutes les parties prenantes à s'engager et à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, d'alimentation et du développement de la petite enfance est-il nécessaire de mettre en place un plan de communication. Les activités à réaliser pour atteindre les objectifs du plan de communication sont regroupées en quatre axes repartis selon qu'il s'agisse de la communication interne ou de la visibilité et communication externe. Les interventions de la communication interne se font autour de l'axe 1 (Renforcement des mécanismes de communication interne et de cohésion) et l'axe 2 (Renforcement des capacités de la Plateforme en matière de communication). Les activités de visibilité et Communication externe, quant à elles, regroupent l'axe 3 (Construction de l'image et de la visibilité de la Plateforme) et l'axe 4 (Renforcement du dialogue, de la négociation et des échanges avec les parties prenantes). Ce plan inclut aussi une proposition de messages clés pour les diverses interventions. Ceci permettra, en phase opérationnelle, de guider facilement les parties prenantes et les partenaires du SE-CONNAPE dans la sélection des interventions.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CNN	Conseil national pour la nutrition
Com	Communication
CPP	Comité de pilotage du projet
CRN	Comité régional de nutrition
DPE	Développement de la petite enfance
EDS	Enquête démographique et de santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HKI	Helen Keller International
MENET-FP	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MFFE	Ministère de femme, de la famille et de l'enfance
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du développement rural
MIRAH	Ministère des ressources animales et halieutiques
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PMNDPE	Projet multisectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance
PNMIN	Plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition
PNMN	Plan national multisectoriel de nutrition
PNN	Programme national de nutrition
SE- CONNAPE	Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance (SE-CONNAPE)
S&E	Suivi et évaluation
SitAn	Analyse de situation
SMART	Enquête normalisée de suivi et d'évaluation des secours et de la transition
STP	Secrétariat technique permanent
SUN	Scaling Up Nutrition
SWEDD	Autonomisation des femmes et dividende démographique du Sahel
UGP	Unité de gestion du Projet
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

INTRODUCTION

Dans le but de contribuer à la réduction de la sous-alimentation chronique afin d'atteindre les cibles à l'horizon 2025, le gouvernement ivoirien a mis en place la plateforme Nationale d'Information Multisectorielles pour la Nutrition (PNMIN). La PNMIN est une initiative internationale de l'Union Européenne (UE) avec l'appui du Royaume Uni et de la Fondation Bill and Melinda Gates. Les pays qui participent à cette initiative sont appuyés pour mettre en place une plateforme qui permet de consolider et d'analyser les informations disponibles et les données sectorielles afin d'appuyer le développement de politiques et stratégies basées sur les évidences pour améliorer la situation nutritionnelle. L'initiative est principalement mise en place pour les pays partenaires de l'Union Européenne et membres du mouvement Scaling-up Nutrition (SUN), donc des pays engagés à prévenir la malnutrition.

En Côte d'Ivoire la PNMIN se positionne comme une plateforme nationale pour faciliter le dialogue multisectoriel et multi-acteur sur la nutrition et appuyer l'utilisation des informations et données existantes pour développer et ajuster les politiques et programmes. L'initiative devra contribuer à renforcer les capacités nationales pour centraliser, gérer et analyser l'information et les données de tous les secteurs qui ont une influence sur la nutrition et de disséminer et utiliser l'information pour mieux guider le pays dans la prise de décisions pour prévenir la malnutrition et ses conséquences.

Elle est axée autour de deux résultats majeurs attendus :

- Résultat 1 : Les parties prenantes de gestion de l'information en nutrition ont des capacités accrues pour opérationnaliser et maintenir fonctionnelle la plateforme PNMIN
- Résultat 2 : Les parties prenantes sont capables d'utiliser les résultats du PNMIN pour influencer et guider la mise en œuvre du PNMN 2016-2020.

De façon plus précise, elle contribuera à :

- Identifier les besoins en information et les défis avec la qualité, complétude et cohérence des données ;
- Créer et consolider une base de données regroupant les informations et données disponibles de tous les secteurs et niveaux ;
- Optimiser l'analyse et l'interprétation de l'information et des données existantes sur la nutrition pour améliorer la compréhension des facteurs qui influencent l'état nutritionnel au niveau national et décentralisé ;
- Fournir des informations pour répondre aux besoins du gouvernement et parties prenantes de la nutrition pour guider la mise en œuvre des politiques et programmes ; Argumenter sur l'efficacité des interventions,
- Programmes, approches et investissements pour prévenir la malnutrition dans une approche multisectorielle et multi-acteurs ;
- Faire le suivi national et régional des progrès pour prévenir la malnutrition en lien avec la mise en œuvre du Plan d'Action pour la nutrition 2016-2020.

La mise en place de la plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition contribue à la mise en œuvre de la composante Gouvernance de l'axe 7 du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN 2016-2020) en Côte d'Ivoire exécutée sous la coordination du Conseil National de la Nutrition et le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le développement de la Petite Enfance (CONNAPE). Ainsi, le pilotage stratégique de la plateforme sera assuré par le CONNAPE à travers le SE-CONNAPE). Il reviendra au SE-CONNAPE de jouer un rôle de leader et de coordination entre l'exécution de la plateforme et les

différents acteurs, parties prenantes du projet, des différents secteurs concernés, et ce en lien avec la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020.

L'objectif des analyses réalisées dans le cadre de la PNMIN est de faire un meilleur usage des données utiles sous-exploitées à l'échelle nationale et infranationale : progrès et disparités régionales au niveau des causes sous-jacentes de la malnutrition ; au niveau de la couverture des interventions et des programmes spécifiques et sensibles à la nutrition ; et au niveau des investissements réalisés en faveur de ces programmes. Ces analyses sont indispensables à la prise de décisions en matière de politiques et à la hiérarchisation des priorités d'investissement. Bien que portée par la demande nationale, la PNMIN n'est pas en mesure de répondre à toute question relative aux politiques nutritionnelles.

En terme d'interventions, la PNMIN prévoit : le renforcement des capacités des parties prenantes à différents niveaux, à travers des formations et des appuis techniques ; la mise en place d'un Système de suivi-évaluation fiable et performant basé sur le cadre commun des résultats; la mise en place d'un Système de suivi multisectoriel du financement de la nutrition ; la mise en place d'une base de données commune centralisée alimentée par les données sectorielles de routines et d'enquêtes.

La plateforme envisage d'agréger et d'analyser les indicateurs nutritionnels et les indicateurs des différents facteurs connus pour influencer la nutrition, d'après le cadre conceptuel de l'UNICEF et le cadre conceptuel développé par la série Lancet 2013. Cela permettra de générer de nouvelles informations permettant d'appuyer la prise de décisions en matière de politiques et programmes liés à la nutrition, en tenant compte des approches spécifiques à la nutrition tout comme de celles qui sont sensibles à la nutrition. Par conséquent, la plateforme sera par définition multisectorielle et multi-acteurs ; dans son fonctionnement, la plateforme nécessitera l'engagement et la participation, à divers niveaux d'action, de multiples parties prenantes gouvernementales et non-gouvernementales.

La plateforme se base sur la valorisation des données existantes provenant tant des systèmes de suivi des programmes sectoriels que des enquêtes annuelles et pluriannuelles. Ainsi, l'analyse et la génération d'informations reposent sur l'existence, l'accessibilité et la disponibilité des données provenant :

- des enquêtes régulières nationales annuelles ou pluriannuelles (EDS, MICS, enquêtes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, enquêtes nationales sur la vulnérabilité des ménages, enquêtes SMART etc.) ;
- des statistiques dites de routines issues des dispositifs sectoriels, notamment en ce qui concerne la santé (DHIS2), de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture et autres secteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNMN 2016-2020 ;
- des systèmes de suivi/évaluation des programmes, relatifs aux ressources et investissements ; ces données seront utilisées pour comprendre les tendances et les différences régionales, effectuer des analyses d'association, de causalité, de plausibilité, et ce au niveau de l'unité administrative la plus désagrégée possible, selon la réalité des données disponibles ;
- du suivi des investissements et des dépenses en matière de nutrition.

L'analyse des parties prenantes implique la prise en compte aussi bien des partenaires techniques et financiers, des parties prenantes que des bénéficiaires.

La mise en œuvre de la PNMIN en Côte d'Ivoire fait partie d'une initiative plus large de l'Union européenne, également soutenue par le Département international du Royaume-Uni et la Fondation

Bill et Melinda Gates, dans neuf autres pays : Bangladesh, Burkina Faso, Éthiopie, Guatemala, Kenya, Le Laos, Niger, Ouganda et Zambie.

Au niveau international, une facilité mondiale de soutien (GSF) créée par l'UE aide les pays et leurs partenaires d'exécution à concevoir et exploiter chaque plateforme nationale et développeront des outils communs. Le GSF soutient également les pays pour partager leurs expériences grâce à des réunions et une plate-forme Web et assure la coordination avec d'autres initiatives au niveau mondial. Le GSF est géré par Agrinatura, une alliance d'institutions européennes, et est hébergé par Agropolis International à Montpellier, en France. Afin d'élargir la portée de l'expertise disponible pour soutenir les pays, un groupe consultatif d'experts a été mis en place par le GSF, composé de spécialistes et de représentants d'organisations clés dans le domaine de la nutrition. Au niveau mondial, le GSF garantit la :

- cohérence dans les principes par lesquels les plateformes fonctionnent ;
- cohérence et application des meilleures pratiques en matière de qualité, de gestion et d'analyse des données ;
- cohérence et harmonisation des mesures, des variables et des indicateurs ;
- méthode standardisée pour mettre en place les plateformes avec la documentation sur les principaux enseignements tirés des leçons de l'expérience de chaque pays.

L'Union Européenne appuie également l'initiative FIRST en Côte d'Ivoire. Cette initiative vise à renforcer les politiques nationales agricoles pour qu'elles soient sensibles à la nutrition et contribue donc plus efficacement à la mise en œuvre du PNMN 2016-2020. À ce titre, et comme recommandé dans le cadre de la mise en œuvre de ces deux initiatives, le Point Focal national FIRST fait partie du Comité Consultatif, pour assurer des synergies dans l'action.

L'UNICEF est le signataire de la Convention de partenariat avec l'Union Européenne dans le cadre de ce projet. À ce titre, ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de Coopération de l'UNICEF avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire. De ce fait, les règles et procédures administratives et financières d'UNICEF s'appliqueront pour la gestion de ce financement, y compris la gestion des ressources humaines. L'UNICEF en collaboration avec le SE-CONNAPE rend compte périodiquement à l'Union Européenne de la mise en œuvre programmatique et financière du projet conformément aux clauses de la convention.

Le SE-CONNAPE :

Le responsable de Projet PNMIN, sous la coordination du CONNAPE assure, pour sa part, les tâches suivantes :

- Assurer, dans les délais impartis et selon les critères techniques de qualité, la réalisation de toutes les activités du projet, en veillant à l'harmonisation des stratégies et les synergies entre les différentes parties prenantes ;
- Fournir les orientations nécessaires aux membres au SE-CONNAPE qui fournira aux partenaires nationaux, à l'accomplissement de leurs tâches en harmonie avec les Politiques et Procédures de l'UNICEF ;
- Préparer et assurer le suivi de la mise en œuvre des plans de travail annuels du projet ;
- Assurer la préparation et la transmission à temps à l'UNICEF des requêtes trimestrielles en vue du financement des activités ;
- Veiller à une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes au projet ;

- Assurer la documentation et/ou la diffusion appropriées à l'ensemble des parties prenantes, des expériences acquises dans le cadre du projet ou d'autres projets similaires ;
- Élaborer à temps de l'ensemble des documents techniques et/ou financiers (rapports d'activité et d'avancement, minutes, autres documents techniques, etc...) à soumettre au SE-CONNAPE qui le soumettra à l'UNICEF et assurer, pour ceux qui relèvent de l'UGP, leur diffusion une fois que ces documents auront été validés.
- Veiller à l'archivage et la conservation de la documentation technique et financière du projet.

L'Institut National de la Statistique (INS) : L'INS participe à la production des données socio démographiques issues d'enquêtes pour alimenter la plateforme. Il participe par ailleurs à l'exploitation et l'analyse des données sous la supervision du SE-CONNAPE. L'INS appuie également la mise en place de normes de production de données nutritionnelles. À cet effet, une convention de partenariat sera signée entre le SE-CONNAPE et l'INS pour toutes les interventions susmentionnées.

Les Directeurs en charge de la Planification, des Statistiques, des Études et de la Programmation (DcPSEP) des Ministères siégeant au Sous-Comité Technique du CONNAPE, sont impliqués dans la production, le traitement et la diffusion de l'information statistique. Ils assurent également le lien avec les représentants de leurs Ministères qui siègent aux Comités Techniques et Décisionnels.

Les secteurs suivants jouent un rôle important dans la réponse au problème de malnutrition : santé, agriculture, éducation, formation, recherche, industrie, commerce, protection sociale, environnement, assainissement et eau potable. Ainsi, pour relever le défi que pose la disponibilité d'un système de suivi-évaluation.

- Ministères sociaux : à l'exception du Ministère Chargé des Affaires Sociales, l'ensemble de ces Ministères (Ministère de la santé et de l'hygiène publique, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, et Ministère de la femme, de la protection de l'enfant et de la solidarité) possèdent des systèmes d'information, des procédures de traitement de données, des moyens informatiques ainsi qu'une structure dédiée aux systèmes d'information.
- Ministères techniques : L'état des systèmes d'information de ces ministères est disparate. Le Ministère chargé des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) possède un système d'information peu formalisé, avec une remontée des données irrégulière. Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) se caractérise par l'absence de système d'information pour les données de routine. L'essentiel des données statistiques du MINADER sont des données d'enquête provenant des structures sous tutelle de ce ministère que sont l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et l'Office National du Développement de la Riziculture (ONDR). Enfin, le Ministère des Infrastructures Economiques chargé des questions liées à l'eau potable ne possède pas de système d'information consacré à l'eau potable.

Les bénéficiaires finaux : Gouvernement, société civile, citoyens, monde académique, parlement, partenaires techniques et financiers, secteur privé.

Le PNMIN, tout en sensibilisant, avec l'appui du Comité Décisionnel du CONNAPE, les parties prenantes au respect des clauses de ce texte, facilitera l'édiction des principes de partage et d'utilisation des données à travers des Mémoires d'Accord (MoU) qui seront signés avec les organisations fournissant les données.

Dans son principe fondateur, La PNMIN communique des messages clairs et utiles aux décideurs, en cohérence avec les cycles de révision et mise en œuvre des politiques. Elle suit la chaîne de

résultats illustrée par le schéma ci-dessous. Les ressources (financières, humaines) conduisent à des réalisations (couverture des interventions) et se traduisent par une évolution des résultats (causes sous-jacentes de la malnutrition), lesquels influent à leur tour sur les indicateurs de l'état nutritionnel, comme le retard de croissance. Depuis la mise en place de la PNMIN jusqu'à ce jour, des réunions avec les parties prenantes ont permis de présenter le projet et échanger sur les activités et les objectifs du projet.

Toutefois, en Côte d'Ivoire, la gestion de l'information bute à la fois sur des difficultés d'ordres structurel et comportemental.

Sur le plan structurel¹, bien que tous les ministères et les grandes administrations disposent de portail Internet, il est rare d'y trouver des informations statistiques, à l'exception notable du portail de l'Institut National des Statistiques (INS). Aussi, la quasi-totalité des ministères clés ne dispose pas de schéma directeur informatique. En effet, sur onze ministères étudiés, seuls deux ont un schéma directeur : la santé et l'éducation. Même, les cabinets ministériels éprouvent d'importantes difficultés à obtenir des informations des directions techniques, dans la mesure où il n'existe aucune disposition qui leur permet d'avoir un accès direct et synthétique aux produits de ces applications. Cela aboutit à des situations dans lesquelles les personnes ayant besoin de l'information n'y ont pas forcément accès ou n'ont pas connaissance de l'existence de l'information elle-même, celle-ci étant exploitée par d'autres.

Par ailleurs, les systèmes d'information ivoiriens n'ont pas le même mode de fonctionnement d'un ministère à l'autre. Il est donc fréquent, de constater que pour les ministères techniques, la gestion de l'information est confiée à des structures sous tutelle.

Sur le plan comportemental il ressort que :

- ✓ les parties prenantes n'ont pas les connaissances appropriées concernant le mode de fonctionnement et le cycle opérationnel de la PNMIN ;
- ✓ certains acteurs perçoivent mal leur rôle au sein de la plateforme;
- ✓ les services de l'administration ont généralement tendance à refuser de communiquer toute information d'intérêt public à ceux qui la demandent, arguant de procédures non écrites et donc difficiles à suivre pour les producteurs de l'information et/ou à contester pour les potentiels demandeurs et utilisateurs;
- ✓ un refus quasi-systématique de communiquer les informations statistiques et/ou les données de suivi-évaluation produites par les structures, et plus encore les métadonnées reflétant leurs techniques d'élaboration ou/et de diffusion ;
- ✓ une faible implication des parties prenantes dans les activités de la PNMIN;
- ✓ un faible engagement des parties prenantes à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance.

Il en découle des barrières d'ordre culturel, à savoir:

- l'inexistence relative d'une culture de l'information en dépit de l'existence la loi n°2013-867 du 23 décembre 2013 relative à l'accès à l'information d'intérêt public qui définit la notion d'information d'intérêt public ;

¹ Richard MICHEL, Gustave APATA (2017), Diagnostic des systèmes d'information et de suivi et évaluation en Côte d'Ivoire en vue de la mise en place d'une Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN)

- l'existence d'une culture du secret autour de l'information, alors qu'elles sont la clé de la compréhension du niveau de qualité, de consistance et de reproductibilité des données. (Richard MICHEL, Gustave APATA, 2017)

Pour assurer une meilleure implication des parties prenantes à la PNMIN, informer et influencer les décideurs politiques, il est nécessaire de mettre en place un plan de visibilité et de communication afin de vulgariser la PNMIN auprès des parties prenantes. Ce plan de communication vise à faire connaître le Projet, son ancrage et ses actions, à contribuer à la mobilisation des acteurs et la valorisation de leur travail. Il présente le cadre général dans lequel sont menées les activités d'information et de sensibilisation et décrira les facteurs qui influencent la planification et la mise en œuvre de ces activités y compris les besoins spécifiques des groupes cibles et les outils de communication qui seront utilisés. Il indique également, la démarche d'influence focalisée sur la nutrition, l'alimentation et le DPE qui permettra d'agir pour une priorisation financière dans l'agenda politique national.

III OBJECTIFS

3.1. L'objectif général en matière de communication

Amener toutes les parties prenantes à s'engager et à faciliter la production, la transmission, l'utilisation et le partage des données de nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance.

3.2. Les objectifs spécifiques

❖ Objectifs de la communication interne

- ✓ Susciter l'adhésion de toutes les parties prenantes à la vision et aux objectifs du projet ;
- ✓ Sensibiliser les parties prenantes au mode de fonctionnement et au cycle opérationnel de la PNMIN ;
- ✓ Renforcer la crédibilité de la PNMIN auprès des parties prenantes internes ;
- ✓ Renforcer la connaissance et les compétences de parties prenantes nécessaires à une participation positive à la PNMIN ;
- ✓ Mobiliser les parties prenantes en vue de leur participation aux activités de la PNMIN ;
- ✓ Faciliter la circulation de l'information au niveau de toutes les parties prenantes.

❖ Objectifs de la communication externe

- ✓ Faire connaître la plateforme à tous les décideurs et les parties prenantes engagées dans les questions de nutrition ;
- ✓ Informer les décideurs sur les acquis de la plateforme pour influencer les décisions en matière de nutrition ;
- ✓ Contribuer à la prise de décisions en matière de politique nutritionnelle ;
- ✓ Contribuer au renforcement de l'adhésion des PTF a la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance ;
- ✓ Contribuer à la mobilisation des ressources.

- ✓ Contribuer à une meilleure visibilité des actions de l'UNICEF et de l'UE dans les activités de la plateforme ;
- ✓ Susciter l'utilisation régulière de la plateforme par les cibles externes.

IV RÉSULTATS ATTENDUS

4.1 Résultat communication interne

- ✓ La connaissance et les compétences de parties prenantes nécessaires à une participation positive à la PNMIN sont renforcées ;
- ✓ Les parties prenantes sont mobilisées en vue de leur participation aux activités de la PNMIN ;
- ✓ La plateforme est promue ;
- ✓ Un cadre d'échanges permanents est mis en place ;
- ✓ Les résultats des analyses de la PNMIN sont connus.

4.2 Résultat communication externe

- ✓ La plateforme est connue de toutes les parties prenantes ;
- ✓ Les décisions en matière de politique nutritionnelle sont prises sur la base des informations de la plateforme ;
- ✓ L'adhésion des PTF à la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance est renforcée ;
- ✓ Les décideurs et les PTF sont informés du niveau de mobilisation des ressources en matière de nutrition ;
- ✓ Les actions de l'UNICEF et de l'UE dans la plateforme sont visibles ;
- ✓ La mobilisation des ressources est assurée ;
- ✓ Les actions de la plateforme sont rendues visibles auprès des acteurs impliqués dans les activités de nutrition.

V. GROUPES CIBLES

Conformément à la proposition de projet, les groupes cibles et bénéficiaires de la plateforme PNMIN sont les suivants :

5.1. Les cibles de la communication interne :

- ✓ SE-CONNAPE ;
- ✓ Sous-comité Technique du CONNAPE (Directions de la planification et des statistiques et des études et programmation des Ministères impliqués dans la mise en œuvre de la PNMIN) ;
- ✓ Ministères techniques, membres de la PNMIN ;
- ✓ Comités Régionaux ;
- ✓ Institut National de la Statistique (INS).

4.2. Les cibles de la communication externe

- ✓ Institutions Nationales (Gouvernement, Sénat, l'Assemblée Nationale, CESEC, chambre des rois et chefs traditionnels, etc...) ;
- ✓ Les collectivités décentralisées ;
- ✓ Partenaires techniques et financiers ;

- ✓ Secteur privé ;
- ✓ Monde académique ;
- ✓ Société civile ;
- ✓ Les médias.

V. MESSAGES CLÉS

Cibles	Messages clés	Résultats attendus /comportements attendus
COMMUNICATION INTERNE		
<p>Comité Technique du Conseil National de la Nutrition (Directions de la planification et des statistiques et des études et programmation des Ministères, Comités Régionaux de nutrition,)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Notre plateforme doit contenir des données fiables et pertinentes démontrant son utilité et son bien-fondé. - La PNMIN peut vous aider à rendre visible ce que vous faites dans le cadre de la collaboration. - Le Projet vous aide à contribuer à une priorité du gouvernement. - Notre Plateforme a besoin d'être visible et d'avoir une bonne image auprès de nos parties prenantes pour démontrer son utilité, son bien-fondé. - La redevabilité doit être observée à tous les niveaux ; elle est cruciale pour la Plateforme : Clarification des rôles et responsabilités de chaque entité, procédures de collaboration, de gestion, de communication, de suivi-évaluation et de redevabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité technique produit et partage les données et les évidences sur l'alimentation, la nutrition et le développement de la petite enfance dans le cadre de la PNMIN. - Le comité technique utilise les évidences produites par la PNMIN pour ses interventions en matière de nutrition, d'alimentation et de DPE
<p>INS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Notre plateforme doit contenir des données fiables et pertinentes démontrant son utilité et son bien-fondé. - La PNMIN peut vous aider à rendre visible ce que vous faites dans le cadre de la collaboration. - La documentation des expériences et des succès dans les interventions sur la nutrition ainsi que le partage des connaissances nous sont mutuellement profitables. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'INS connaît les bénéfices de l'utilisation des données de la PNMIN pour ses besoins en information en matière de nutrition, d'alimentation de DPE - L'INS adhère à la PNMIN - L'INS s'engage à mettre à la disposition de la PNMIN les données qu'elle a produites - L'INS accompagne la plateforme dans la production des évidences - L'INS appuie l'analyse des données sur la nutrition, l'alimentation et la DPE

Cibles	Messages clés	Résultats attendus /comportements attendus
	<ul style="list-style-type: none"> - Le Projet vous aide à contribuer à une priorité du gouvernement. - La PNMIN peut vous aider à rendre visible ce que vous faites dans le cadre de la collaboration. En retour, la plateforme attend de vous facilitation et collaboration. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'INS produit et partage les données sur l'alimentation, la nutrition et le développement de la petite enfance dans le cadre de la PNMIN. - L'INS mobilise et partage les données de nutrition, d'alimentation et de DPE provenant d'autres sources. - L'INS utilise les données de la PNMIN
COMMUNICATION EXTERNE		
Les partenaires au développement et les bailleurs de fonds	<ul style="list-style-type: none"> - La lutte pour l'amélioration de la nutrition en Côte d'Ivoire connaît un tournant décisif, le renforcement de votre appui technique et financier permettra de contrôler et d'éliminer la malnutrition. - La documentation des expériences et des succès dans les interventions sur la nutrition ainsi que le partage des connaissances nous sont mutuellement profitables. 	Les partenaires techniques et financiers mettent à la disposition de la PNMIN les ressources nécessaires pour l'amélioration de la collecte, l'analyse des données et la production des évidences en matière de nutrition, alimentation et DPE.

Cibles	Messages clés	Résultats attendus /comportements attendus
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - En tant que membres du gouvernement, votre engagement sur les plans techniques et financiers est essentiel pour l'opérationnalisation et la pérennisation de la PNMIN. - En tant que membres du gouvernement, votre engagement est essentiel pour l'utilisation des évidences de la PNMIN par toutes les parties prenantes - Les évidences produites par la PNMIN sont importantes pour des prises de décisions adéquates en matière de nutrition, d'alimentation et de DPE 	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement soutient (technique et financier) la collecte, l'analyse des données et la production des évidences en matière de nutrition, alimentation et DPE - Le gouvernement prend en compte les évidences produites par la PNMIN dans les processus décisionnels relatifs à la nutrition, l'alimentation et au DPE - Le gouvernement mobilise les ressources nécessaires pour la pérennisation des interventions de la PNMIN
Assemblée Nationale et Senat	Votre engagement est sollicité pour l'amélioration de la nutrition l'alimentation et le DPE.	Des lois en faveur de l'amélioration, de la sécurisation et de l'utilisation des données sur la nutrition, l'alimentation et le DPE sont votées.
Monde académique	<ul style="list-style-type: none"> - Votre notoriété en matière de production scientifique doit être mise à profit pour garantir la crédibilité des résultats de la recherche en matière de nutrition, alimentation et DPE - Une bonne circulation de l'information est bénéfique pour la Plateforme et pour chacun de ses membres - La documentation des expériences et des succès dans les interventions sur la nutrition ainsi que le partage des connaissances nous sont mutuellement profitables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les données disponibles sur la PNMIN sont utilisées - Les résultats de la recherche sont mis à la disposition de la PNMIN

Cibles	Messages clés	Résultats attendus /comportements attendus
Les ONGs et autres acteurs de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> - Votre maîtrise des systèmes communautaires doit être mise à profit pour vulgariser les résultats de la recherche en matière de nutrition, d'alimentation et du DPE - La Plateforme attend une adhésion à ses activités, un accompagnement dans l'atteinte des résultats. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les données disponibles sur la PNMIN pour leurs activités en matière de nutrition, d'alimentation et du DPE sont utilisées - Les données produites en matière de nutrition, d'alimentation et de DPE sont mises à la disposition de la PNMIN
Le patronat des entreprises du secteur privé : CGCI, Chambre de commerce et d'industrie, les fédérations des PME et PMI	<ul style="list-style-type: none"> - Le partenariat public-privé constitue une réelle opportunité pour l'amélioration de la nutrition, alimentation et le DPE en Côte d'Ivoire. - Votre engagement en faveur de la nutrition, l'alimentation et le DPE contribue au bien-être des populations - Votre responsabilité à l'endroit des populations contribuera à réduire l'impact de la malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> - Les données disponibles sur la PNMIN pour leurs activités en matière de nutrition, d'alimentation et de DPE sont utilisées - Les données produites en matière de nutrition, d'alimentation et de DPE sont mises à la disposition de la PNMIN - Les ressources en faveur de la production des données sur la nutrition, l'alimentation et le DPE en Côte d'Ivoire sont mobilisées.
Réseaux et Unions des média (classiques et numériques) et journalistes (UNJCI, URPCI, RAMEDE...)/ Réseaux des professionnels de la communication	<ul style="list-style-type: none"> - Les médias ont un pouvoir d'influence sur les populations. Votre engagement dans l'amélioration de la nutrition permettra une meilleure information et sensibilisation des populations. - Le Projet vous invite à contribuer à une priorité du gouvernement et à réaliser certains de vos objectifs selon des modalités d'intervention et de collaboration clairement définies de façon consensuelle ; il peut vous aider à rendre visible ce que vous faites dans le cadre de la collaboration. - Nous nous engageons à informer et sensibiliser la population sur la nutrition 	Les activités de la PNMIN sont promues Réseaux et Unions des média (classiques et numériques) et journalistes (UNJCI, URPCI, RAMEDE...) / Réseaux des professionnels de la communication participent aux activités de visibilité de la PNMIN

VI. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITÉ

Les activités à réaliser pour atteindre les objectifs du plan de visibilité et de communication sont regroupées en quatre axes.

6.1. Communication Interne

Axe 1. Renforcement des mécanismes de communication interne et de cohésion

- ✓ Définir l'identité du projet et son image de marque : Définition de la charte graphique (conception et validation d'un logos, créer un slogan ce qui caractérise la plateforme, définir des couleurs, des polices et des styles pour les documents, concevoir un dépliant) ;
- ✓ Mettre à jour les informations à des fins de diffusion en interne : partage régulier de mises à jour (newsletter, bulletin d'informations etc.) pour les principaux partenaires, les parties prenantes et les donateurs avec logos ;
- ✓ Communication sur le Web : création de pages web sur les sites web existants pour afficher les résultats du projet (ex : site du Conseil National de la Nutrition) ;
- ✓ Mettre en place un système de documentation et de partage interne de l'expérience durant l'exécution des projets, y compris la rédaction, distribution et stockage des rapports et notes internes ;
- ✓ Tenir des réunions ordinaires régulièrement et des sessions d'information ponctuelles ;
- ✓ Mettre en place un mécanisme de communication de gestion de crise ;
- ✓ Préparer et utiliser un kit d'orientation et d'information de toutes les parties prenantes.
- ✓ Organiser ponctuellement des moments de convivialité, Organiser une retraite annuelle et des réunions-bilan semestrielles, Tenir un atelier de team building lorsque la majorité du staff sera en poste ;
- ✓ Construire progressivement les bases d'une culture institutionnelle.

Axe 2. Renforcement des capacités de la Plateforme en matière de communication

- ✓ Mettre en place l'équipement : câblage internet et téléphonie fixe ; flotte de téléphonie mobile, intranet, matériel de base (caméra, appareils photos, dictaphones, imprimante laser couleur) ;
- ✓ Déployer progressivement des outils de travail en équipe (Google doc, Google Calendar, Whatsapp ou Skype, tableau d'affichage, visio-conférence, Page web etc. ;
- ✓ Renforcer les compétences du personnel et des partenaires essentiels du Projet en communication institutionnelle : travail avec les médias ; maniement des réseaux sociaux ; communication orale, communication persuasive des résultats probants etc. ;
- ✓ Élaborer un guide de messages à partir des évidences.

6.2. Visibilité et Communication externe

Axe 3. Construction de l'image et de la visibilité de la Plateforme

- ✓ Événements : Organiser des évènements ou des réunions y compris le lancement officiel pour le projet ;
- ✓ Campagnes médiatiques : Préparer des communiqués de presse à partager sur les réseaux d'information internationaux et nationaux afin de communiquer sur les événements majeurs et les résultats du projet à travers le SE-CONNAPE ;
- ✓ Constituer une base documentaire sur les thématiques, la Plateforme et ses partenaires ;
- ✓ Documenter les succès et les leçons apprises (écrit, audiovisuel, atelier.) en relation avec la Plateforme ;
- ✓ Participer à des événements spéciaux statutaires (ex Journées mondiales) et ad hoc. ;
- ✓ Médiatiser les évènements organisés ou soutenus par la Plateforme (ex : journées portes ouvertes) ;
- ✓ Produire, utiliser et diffuser des supports institutionnels au choix : plaquette ; dépliant ; spot (vidéo, audio) ; capsules ; film institutionnel, vidéo sur les résultats ; présentation diapo ; fiche de faits ; kakémonos, affiches-posters ; banderoles ; autocollants, branding du siège du projet Une photothèque ;
- ✓ Produire et diffuser les objets promotionnels pour : carnet de notes, calendrier, chemise à rabat, semainier, stylos etc. ;
- ✓ Produire un bulletin d'informations et un rapport, périodique, annuel ou occasionnel du projet style grand public.

Axe 4. Renforcement du dialogue, de la négociation et des échanges avec les parties prenantes

- ✓ Organiser des sessions de briefing des partenaires sur les enjeux de la plateforme ;
- ✓ Participer régulièrement à des rencontres internationales, régionales sur les thématiques ; développées par la plateforme.

VII. CANAUX ET OUTILS DE COMMUNICATION

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
Comité Technique du Conseil National de la Nutrition (Directions de la planification et des statistiques et des études et programmation des Ministères, Comités Régionaux,)	Communication Interpersonnelle	Supports imprimés : Livret d'accueil, bilan ; fiche de faits, Guide de messages rapports d'étude, fiche de faits ; un dépliant. Supports audio-visuels Supports de formation/ / vidéo sur les résultats ; présentation diapo ; photothèque ; une présentation PowerPoint pour présenter le projet Réunion/Rencontre - Réunion; - Team building et retraites périodiques.
	Communication numérique	- Pages web sur les sites web existants pour afficher les résultats du projet (ex : site du Conseil National de la Nutrition) ; - Médias sociaux, sondages ou campagnes d'information (U-Report), supports vidéo terrain et/ou avec les experts et album photos. Posts sur les médias sociaux (Facebook, Twitter, Instagram) notamment autour de journées internationales clés avec tag UE.
	Évènements	- Vidéo sur les résultats ; présentation diapo ; fiche de faits ; - Dossiers de presse, communiqué de presse.
	Médias traditionnels	- Communiqués de presse; - Outils classiques : rapports d'activités, de mission (selon un format prédéfini) ; - Tableau d'affichage; - Revue de presse.

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
INS	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Système de rapportage, de distribution et de stockage des rapports internes ; - Supports de formation, Session de formation ; - Rapports;
	Communication numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des réseaux sociaux ; - Système de collecte et de rapportage, de distribution et de stockage des rapports internes ; - Moyens : flotte de téléphonie mobile, intranet, email, serveur, outils de travail en équipe comme Zoom, Google doc, Google Calendar, Whatsapp, Skype, Messenger, etc.
	Évènements	<ul style="list-style-type: none"> - Supports institutionnels : bulletin, plaquette, dépliant, spot (vidéo, audio), capsules digitales, vidéo sur les résultats, présentation diapo, fiches de faits, kakémonos, affiches-posters, banderoles, autocollants, etc., selon les besoins ; - Cérémonie de lancement ; - Journée scientifique ; - Journée porte ouverte.
Les partenaires au développement et les bailleurs de fonds	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier, reunion, forum ; - Supports institutionnels : bulletin, plaquette, dépliant, spot (vidéo, audio, capsules digitales, vidéo sur les résultats, présentation diapo, fiches de faits, kakémonos, affiches, les besoins ; - Dossiers de presse, communiqué de presse.
	Communication numérique	Forum d'échanges (U-Report ; conversations électroniques, conférences publiques), Visio-conférence, télétravail.
	Évènements	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport et la diffusion des succès et des bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme ;

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
		<ul style="list-style-type: none"> - Supports institutionnels : bulletin, plaquette, dépliant, spot (vidéo, audio, capsules digitales, vidéo sur les résultats, présentation diapo, fiches de faits, kakémonos, affiches, les besoins ; - Lancement officiel; - Journées scientifiques.
	Médias traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Articles de presse, revue de presse ; - Communiqués de presse à partager sur les réseaux d'information internationaux et nationaux afin de communiquer sur les événements majeurs et les résultats du projet à travers le SE-CONNAPE ; - Rapports d'activités, de mission (selon un format prédéfini par le bailleur) ; - Tableau d'affichage, revue de presse.
Gouvernement	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Vidéo sur les résultats ; présentation diapo ; fiche de faits rapports d'activités, de mission (selon un format prédéfini) ; - réunions; - Documents de référence (notes de politique, notes conceptuelles).
	Communication numérique	Forum d'échanges (communication au conseil de gouvernement/ministre, conversations électroniques, conférences publiques).
	Évènements	Guide de plaidoyer et de mobilisation des ressources.
	Médias traditionnels	Supports institutionnels : bulletin, plaquette, dépliant, spot (vidéo, audio, capsules digitales, vidéo sur les résultats, présentation diapo, fiches de faits, kakémonos, affiches, les besoins.
Parlement (Assemblée nationale /Senat) Autres Institutions Collectivités décentralisées	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de plaidoyer sous la supervision du SE-CONNAPE - Réunion de plaidoyer - Appui aux sectoriels pour l'élaboration de propositions de loi/ projet de loi en rapport avec la nutrition, l'alimentation et le DPE
	Évènements	<ul style="list-style-type: none"> - Documentation et diffusion des succès et bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme ;

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
		<ul style="list-style-type: none"> - Supports institutionnels : publireportage, bulletin, plaquette, dépliant, spot (vidéo, audio, capsules digitales, vidéo sur les résultats, présentation diapo, fiches de faits, kakémonos, affiches, les besoins.
Monde académique	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Publications (études, manuels, guides, rapports, etc.) ; - Colloques, séminaires, ateliers ; - Réunion.
	Communication numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Sites web, revues en ligne ;
	Évènements	<ul style="list-style-type: none"> - Documentation et diffusion des succès et des bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme ; - Conférence de presse ; - Symposium, forums.
Les ONGs et autres acteurs de la société civile	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue et négociation avec les parties prenantes ; - Engagement des jeunes : encourager la présence de jeunes U-Reporters intéressés par la nutrition aux ateliers et séances de diffusions d'information (étudiants).
	Communication numérique	<ul style="list-style-type: none"> - SMS de diffusion massive soutenus par les opérateurs téléphoniques - Réseaux sociaux, avec les jeunes en particulier : Facebook, Twitter, YouTube ; implication des jeunes influenceurs sur les réseaux sociaux) ; collaboration avec des bloggeurs ; - Courriel ; - Plateforme spécifique de communication en ligne entre les acteurs du Projet dans tout le pays (type communauté de pratiques).
	Évènements	<ul style="list-style-type: none"> - Documentation et diffusion des succès et des bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme ; - Rapport des colloques et symposiums ; - Lancement officiel ; - Ateliers d'orientation.

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
	Médias traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Correspondance administrative, telephone; - Affiches ; - Productions radio et télé avec les Jeunes Reporters sur la nutrition.
Le patronat des entreprises du secteur privé : CGCI, Chambre de commerce et d'industrie, les fédérations des PME et PMI	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Réunions ; - Ateliers ; - Forums ; - Rencontre de plaidoyer.
	Communication numérique	- Réseaux sociaux d'entreprise, (Facebook, Twitter, YouTube ; implication des jeunes influenceurs sur les réseaux sociaux) ; collaboration avec des bloggeurs.
	Évènements	Documentation et diffusion des succès et bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme, colloque, symposium
	Médias traditionnels	Réalisation et diffusion d'émissions radiophoniques et télévisées avec les Jeunes Reporters sur la nutrition. Les produits radiophoniques seront diffusés sur les ondes des radios de proximité en partenariat avec nutrimedia.
Réseaux et Unions des média (classiques et numériques) et journalistes (UNJCI, URPCI, RAMEDE...)/ Réseaux des professionnels de la communication	Communication Interpersonnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités du réseau des acteurs des médias ; - Atelier de formation et d'information ; - Identification des points focaux.
	Communication numérique	<ul style="list-style-type: none"> - SMS de diffusion massive soutenus par les opérateurs téléphoniques ; - Réseaux sociaux, avec les jeunes en particulier : Facebook, Twitter, YouTube ; implication des jeunes influenceurs sur les réseaux sociaux), collaboration avec des bloggeurs ; - Presse en ligne.
	Évènements	Documentation et diffusion des succès et bonnes pratiques obtenus par les acteurs dans le cadre de la Plateforme (dossiers de presse ; médiatisation des événements en relation avec le projet ; organisations de conférences de presse, de point de presse et de communiqué de presse

CIBLE	CANAUX DE COMMUNICATION	OUTILS DE COMMUNICATION
	Médias traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Les spots - Les films - Les articles

VIII. CADRE DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du présent plan de visibilité et de communication est sous la responsabilité du chef du projet et sous la coordination du SE-CONNAPE. Le chef du projet travaillera en étroite collaboration avec le responsable de l'unité de communication institutionnelle, plaidoyer et mobilisation des ressources du SE-CONNAPE et des consultants sélectionnés selon les besoins, sur la base de termes de référence précis : webmaster, community manager, infographiste, réalisateur audiovisuel, rédacteur. Pour assurer la meilleure qualité possible des supports de communication, des prestataires de service interviendront selon les besoins.

Par ailleurs, le Responsable du suivi et évaluation du SE-CONNAPE intégrera les aspects du suivi et évaluation du présent plan de communication et de visibilité au plan d'ensemble dans la matrice générale du plan de suivi et évaluation du SE-CONNAPE. L'opérationnalisation du plan de visibilité et de communication se fera par l'élaboration et la mise œuvre de plans de travail annuels.

IX. CHRONOGRAMME, SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN DE COMMUNICATION (voir fichier Excel)

✓ Tableau : Synthèse des activités de suivi-évaluation (à titre indicatif)

ACTIVITÉS	PÉRIODE	RESPONSABLE	PARTENAIRES
SUIVIE			
Revue de documents : rapports d'activités, mission, suivi, publication, rapports du STP-CNN et du CTPP, etc.	Semestrielle	Unité de communication institutionnelle, plaidoyer et mobilisation des ressources du SE-CONNAPE	Resp. S&E
Revue du plan de travail	Semestrielle	Unité de communication institutionnelle, plaidoyer et mobilisation des ressources du SE-CONNAPE	Resp. S&E
Tracking média, revue de presse	Trimestrielle.	Unité de communication institutionnelle, plaidoyer et mobilisation des ressources du SE-CONNAPE	Resp. S&E
ÉVALUATION			
Revue à mi-parcours	2021	Resp. S&E	Service com. Consultant
Sondage d'opinion du personnel	2021 et 2023	Resp. S&E	Service com. + Consultant
Évaluation finale	2023	Resp. S&E	Service com. + Consultant

X. SYNTHÈSE BUDGET

ACTIVITES	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Axe 1 : Renforcement des capacités de la Plateforme en matière de communication 2019 à 2023	5 750 000	500 000	0	0	6 250 000
Axe 2 : Élaboration des fondements de l'identité de la Plateforme de 2019 à 2023	1 500 000	0	0	0	1 500 000
AXE 3 : Construction de l'image et de la visibilité de la Plateforme 2019 à 2023	9 550 000	24 450 000	14 950 000	15 950 000	64 900 000
Axe 4 : Renforcement du dialogue, de la négociation et des échanges avec les parties prenantes	3 500 000	8 550 000	8 000 000	9 050 000	29 100 000
Axe 5 : Renforcement des mécanismes de communication interne et de cohésion	17 200 000	3 600 000	10 100 000	4 900 000	35 800 000
Activités de Suivi-évaluation	1 200 000	4 450 000	4 200 000	3 300 000	13 150 000
BUDGET TOTAL	38 700 000	41 550 000	37 250 000	33 200 000	150 700 000